

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Externe Session : 2024Epreuve : Economie Date de l'épreuve : 29/02/2024**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Transformations du marché du travail et inégalités économiques

Le marché du travail connaît des transformations nombreuses, notamment au regard des transitions, à la fois numériques, climatiques et démographiques avec un vieillissement de la population. Face à ces mutations, la prix Nobel d'économie Esther Duflo prône une approche pragmatique autour de "l'économiste plombier" (*The economist as a plumber*, 2017). Elle suggère que les économistes se comportent "moins comme des physiciens que comme des plombiers" en expérimentant les solutions théoriques. Cette approche pourrait ainsi être utile pour lutter contre les conséquences négatives des transformations du marché du travail, plus particulièrement le renforcement des inégalités économiques.

Les transformations du marché du travail renvoient à une évolution du travail lui-même, avec l'apparition et la disparition d'emplois, mais aussi à une évolution des modalités de travail, avec une augmentation de contrats précaires de type temps partiel, contrats à durée déterminée ou intérimaires.

Ces transformations peuvent alors générer des inégalités économiques, tant liées à l'accès à l'emploi, qu'à la rémunération une fois en poste. En effet, le taux de chômage relativement faible, de 7,4 % au T4 2023 (INSEE, comptes nationaux trimestriels) en France métropolitaine hors Mayotte masque des disparités.

Le rôle des politiques économiques est alors central pour encadrer les inégalités économiques qui résultent de la transformation du marché du travail, celles-ci ayant notamment pour fonction la redistribution des ressources, comme théorisé par R. Musgrave dans sa *Theory of public finance* de 1959. Le système économique français est à ce titre largement redistributif, lissant les revenus du travail dans le temps (via la retraite par répartition) et entre les individus (notamment via l'assurance chômage). De plus, le financement de ce système redistributif repose sur les cotisations sociales, et donc l'emploi et la croissance. Par conséquent, le marché du travail doit nécessairement être efficace.

Les transformations récentes qui l'affectent risquent d'entretenir des inégalités économiques, voire, d'en générer de nouvelles. De même, ces évolutions peuvent être source d'opportunités pour les pouvoirs publics dans la mesure où si elles sont encadrées, elles peuvent permettre de réduire certaines inégalités.

Dès lors, comment encadrer les transformations du marché du travail pour que, non seulement, elles ne génèrent pas d'inégalités, mais qu'également elles participent à les résorber ?

Le marché du travail connaît des transformations multiples notamment du fait des transitions, transformations qui risquent d'accroître les inégalités économiques (I). Les pouvoirs publics tentent ainsi d'encadrer ces transformations, même si cet encadrement présente des limites et devrait être revu (II).

I] Le marché du travail connaît des transformations qui risquent d'accroître les inégalités économiques

Les transformations multiples du marché du travail (A) sont une menace pour la croissance et les inégalités (B).

A) Le marché du travail subit des transformations, notamment en raison des transitions.

Tout d'abord, le marché du travail est largement modifié par la transformation numérique. Cette évolution technologique, qui a concerné la quasi totalité des secteurs économiques, a nécessité des investissements en équipements et en formation des travailleurs. Ceux-ci ont ainsi été confrontés à des inégalités, entre les travailleurs les mieux dotés de ce "capital numérique" et ceux qui en sont le moins dotés et qui souffrent par exemple d'illectronisme.

De plus, un débat académique porte sur les effets de l'automatisation sur le marché du travail et sur la destruction ou création d'emplois.

Des études économétriques tendent à prouver que l'automatisation des entreprises génère à moyen terme des emplois, notamment l'étude de P. Aghia et al (What are the labor and product market effects of automation?, 2021) avec la suppression d'emplois peu qualifiés et la création d'emplois très qualifiés.

De plus, le marché du travail subit les effets du changement climatique. Celui-ci implique de repenser le travail et son empreinte carbone. Il est démontré que le coût de la transition est important à court terme, mais qu'il est nécessaire (J. Pissani-Ferry, Les incidences économiques de l'action pour le climat, 2023). Ce coût peut contribuer à renforcer les inégalités économiques, par exemple pour des ménages qui utilisent des véhicules thermiques pour réaliser des trajets longs vers leurs lieux de travail et qui ne peuvent investir dans des véhicules électriques.

En l'occurrence, les inégalités économiques peuvent se cumuler et se renforcer mutuellement.

Enfin, le marché du travail est marqué par la transition démographique et le vieillissement de la population. Les "générations baby-boom" sont progressivement arrivées à l'âge de la retraite dès la moitié des années 2000. Cette transformation a créé un déséquilibre du système des retraites à court et moyen terme selon les scénarios du Conseil d'orientation des retraites (COR). L'allongement de la durée du travail prévue en 2023 pose alors la question de l'inclusion des populations les plus fragiles dans le marché du travail. En effet, le taux de chômage est plus élevé chez les seniors et les jeunes, qui sont également surreprésentés dans les contrats de travail précaires comme les temps partiels, ou les contrats à durée déterminée (LIEPP, *Que sait-on du travail?* 2023)

B) Ces transformations risquent de peser sur la croissance et in fine, d'aggraver les inégalités économiques

Les inégalités économiques sont nombreuses et de longue date dénoncées par les économistes. Dans sa *Theory of Justice* de 1971, John Rawls défend l'idée qu'une société doit être juste avant d'être inégalitaire. Dans les faits, le marché du travail produit des inégalités, voire les renforce. Selon les auteurs Lindebeck et Snower, le marché du travail est dual avec d'un côté des "insiders" et de l'autre des "outsiders". Les insiders sont les travailleurs bien intégrés, formés, qui bénéficient d'un salaire de réservation élevé et de droits importants. De l'autre côté, les outsiders sont les personnes sans emploi ou les travailleurs précaires, multipliant les contrats courts. Dès lors, la structure même du marché du travail contribue à renforcer les inégalités.

Les transformations du marché du travail doivent alors intervenir dans un objectif de réduction des inégalités. L'accès au travail permet en effet de sortir de "trappes à pauvreté". Toutefois, le risque d'aggravation des inégalités est important. Avec la transformation numérique, seuls des emplois très qualifiés et des emplois très peu qualifiés vont subsister (Verdugo, 2017), contribuant à renforcer les inégalités.

De même le changement climatique touche en priorité les populations les plus pauvres.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Externe Session : 2024
Epreuve : Economie Date de l'épreuve : 29/02/2024

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Enfin, les inégalités nuisent à la croissance, et une croissance dégradée a des impacts négatifs sur le marché du travail, entraînant ainsi un cercle vicieux. L'indice de GINI mesure le niveau des inégalités, et une réduction de celles-ci contribue à accroître la croissance (Ostry, 2014). Dès lors, il est nécessaire d'encadrer les transformations du marché du travail de façon à ce qu'elles contribuent à réduire les inégalités.

II] Les pouvoirs publics participent aux transformations du marché du travail de façon parfois sous-optimale

Si l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire, tant dans l'accès à l'emploi que dans sa structure (A), cette intervention ne parvient pas à résorber les inégalités économiques, justifiant un renouvellement de son action (B).

A) Les pouvoirs publics tentent de limiter les effets négatifs des transformations du marché du travail

La réduction des inégalités économiques passe par l'accès à l'emploi. Une réduction du taux de chômage permet la réduction des inégalités. Plusieurs leviers peuvent être mobilisés, à savoir encourager la création d'emplois, ou favoriser l'appariement entre l'offre et la demande de travail. À ce titre, il peut être nécessaire de

transformer le marché du travail, via par exemple la réindustrialisation. L'allongement des chaînes de valeurs a participé à détruire des emplois sur la seconde moitié du ~~XX~~^{XXI}^e siècle (Fontagné, 2013), un mouvement contraire est aujourd'hui entrepris. Au niveau européen, les exigences réglementaires sont relevées pour éviter le dumping social, écologique et fiscal, avec l'introduction au 1^{er} octobre 2023 d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Ce type de mesure doit permettre de lutter contre les inégalités entre producteurs européens et internationaux, via un nivellement par le haut des exigences.

D'autre part, la réduction des inégalités économiques passe par des incitations à sortir des trappes à inactivité. La question de l'indemnisation chômage est centrale. Il est ainsi démontré empiriquement que l'effort de recherche d'emploi est plus important durant les derniers mois d'indemnisation (Maniescu, Skondalis, 2021). En 2022, le gouvernement a donc voulu rendre contracyclique l'assurance chômage afin qu'elle demeure un filet de sécurité contre la grande précarité en cas de crise, sans pour autant être désincitative en cas de croissance économique. À terme, un marché du travail efficient, résilient face aux crises, participe activement à la croissance et à la réduction des inégalités.

B) Le marché du travail contribuera à réduire efficacement les inégalités en se transformant régulièrement

Le système d'imposition du travail soulève des débats récurrents, entre ceux qui prônent une réduction du coût du travail pour une meilleure compétitivité et les défenseurs du modèle social actuel. L'idée d'une "TVA sociale" a été avancée. Il s'agirait de remplacer des cotisations par cette Taxe sur la Valeur ajoutée qui financerait le système social. La compétitivité du travail serait alors améliorée, avec

un avantage comparatif pour les produits nationaux par rapport aux biens importés.

D'autres auteurs comme T. Piketty et Saqy proposent de davantage taxer les revenus les plus élevés, pour les redistribuer au sein des premiers décales, de même qu'un revenu universel a été proposé, notamment par M. Friedman sous la forme d'un "impôt négatif".

Néanmoins, la tendance est plutôt à l'incitation au retour à l'emploi, le versement du RSA étant par exemple conditionné à la réalisation d'activités (recherche d'emploi, investissement associatif...). Dès lors, pour favoriser l'appariement sur le marché du travail et à terme, réduire les inégalités, l'enjeu de la formation est central. Les individus doivent être mieux formés pour faire face aux transformations du marché du travail. Dans un rapport de 2021, la Cour des Comptes souligne que ces dispositifs sont nombreux mais peu connus et peu mobilisés (Com des Comptes, Les politiques de soutien à l'emploi dans les Hauts de France). Il faut donc mieux faire connaître ces dispositifs et mieux anticiper les évolutions futures du marché du travail.

Certains secteurs doivent être particulièrement investis comme l'aide à la personne, les transports ou la "silver economy" (lié au vieillissement de la population et à la dépendance) selon un rapport de France Stratégie "Quels métiers en 2030?".

Enfin, si les inégalités économiques relèvent en partie des revenus liés au travail, ces inégalités sont limitées par les mécanismes redistributifs, et les inégalités liées aux revenus de patrimoine sont importantes.

Ainsi, il apparaît que le marché du travail connaît des transformations multiples, notamment liées aux transitions. Ces transformations peuvent renforcer les inégalités économiques, mais si elles sont encadrées par les pouvoirs publics, elles peuvent participer à les réduire.

